

Le SNFOLC 13 informe

Le secrétaire départemental du SNFOLC 13 était présent lors de l'audience en présence de la Conseillère du Président Macron en charge de l'Éducation, Madame Laude, du Recteur et du DASEN 13 le 15 octobre 2021.

Organisations syndicales présentes : FO, SNES, SUIPP et CGT.

Dès le début de l'audience, FO et la FSU ont dénoncé l'interdiction inadmissible faite aux manifestants de se rassembler devant la préfecture. Du jamais vu à Marseille.

FO : Quel genre de signal pensez-vous que le Président adresse aux personnels de l'enseignement général et professionnel du public lorsqu'il rend visite ce matin à un établissement privé ?

Mme la Conseillère du Président : **pas de réponse.**

FO : Nous notons la « drôle de coïncidence » avec la remise en cause du droit de grève des agents territoriaux et personnels de l'éducation nationale dans les propos inacceptables tenus le 2 septembre dernier au Pharo par le Président de la République. Propos que nous condamnons. Qu'en pensez-vous ?

Mme la Conseillère du Président : **pas de réponse.**

FO : Nous regrettons que le 2 septembre le Président soit venu en grande fanfare pour annoncer notamment son projet d'expérimentation sans avoir au préalable saisi les organisations syndicales. Elles doivent être respectées car elles représentent des milliers et des milliers de personnels.

Mme la Conseillère du Président : **pas de réponse.**

FO : Les enseignants sont très soucieux de l'avenir de l'École publique et laïque, celle de Jules Ferry qui a permis à tant de génération dont les nôtres d'avoir accès à la même instruction de qualité. Ils veulent l'abandon avec le soutien de FO l'abandon immédiat du projet d'expérimentation à Marseille comme ailleurs car il est synonyme de privatisation. Ils considèrent que leur statut est menacé de disparition. D'ailleurs, l'annonce de Macron sur la dissolution du corps préfectoral doit en interpellé plus d'un à l'intérieur de ces murs.

Mme la Conseillère du Président : **pas de réponse si ce n'est que le projet est maintenu.**

FO : Nous sommes opposés (contrairement au SNES et à la CGT) à la mise en place des micro-collèges et lycées qui procède de la même logique que l'expérimentation des écoles.

Mme la Conseillère du Président, **sur l'argent de l'Etat pour le bâti et l'expérimentation : « C'est mieux que rien ! ».**

FO : Nous ne nous satisfaisons pas de votre réponse et les personnels apprécieront !!!

Mme la Conseillère du Président : **« ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit ! ».**

FO : Vous l'avez dit et c'est noté.

FSU et CGT interpellent sur manque de moyen en infirmière, assistantes sociales, prof...

Mme la Conseillère du Président : **Quelles solutions me proposez-vous quant à cette problématique ?**

FO : Nous ne sommes pas là pour cogérer. Mais nous vous déposons nos revendications qui sont celles des personnels : recrutement massif avec le dégel de la valeur du point d'indice pour rendre ces professions attractives ! Anecdote sur un parent d'élève du collège l'Estaque qui se rend au collège car sa fille à la jambe en sang. Il s'écrit « c'est inadmissible qu'il n'y ait pas d'infirmière ! » « Si vous voulez je vous paie les pansements ! ». Les collègues AED répondent « nous n'y sommes pour rien ». Alors madame la conseillère, dites-nous qui est responsable de cette situation ?

Mme la Conseillère du Président : **pas de réponse.**

FO : Comme suite au courrier envoyé au Recteur, nous réitérons notre demande d'affecter en urgence une infirmière au clg l'Estaque et à la cité scolaire H. Daumier. Soutien aux collèges Versailles, Laurencin.

M le Recteur : **nous nous penchons sérieusement sur la question.**

Le DASEN 13 tente de démontrer qu'il y a plus d'AESH et de postes d'enseignants, mais sans évoquer la situation du 2d degré et la hausse démographique des élèves.

FO : Nous n'allons pas entrer dans une guerre de chiffres. Nous représentons notamment des personnels qui font classe, qui sont sur le terrain. Ils ont fait grève le 23 et le 5 notamment pour avoir des moyens supplémentaires, des heures et des postes d'enseignants, d'AED, d'AESH... Et Toujours rien. Les classes sont surchargées. Vous nous parlez de bâti mais cela fait des années que FO demande la baisse des effectifs par classe.

Sur les AESH, ils feront grève le 19 avec leurs collègues pour dire un vrai statut un vrai salaire abandon des PIAL. Ils ont raison. Ce sont des personnels plus que précaires.

FO : Sur les LEP (lycées Education prioritaire), nous sommes pour le maintien des moyens pour tous les établissements qui en bénéficient mais aussi pour l'élargissement de la carte EP pour tous ceux qui souhaitent y entrer.

Administration : **pas de réponse.**

FO : Nous vous informons des nombreuses prises de position d'établissements et de services y compris à l'échelle du pays pour demander l'abandon du projet d'expérimentation. Nous vous faisons savoir que les personnels ont le soutien de la fédération départementale FO, de sa fédération nationale et de l'UD FO 13. FO ne laissera pas faire cette politique de casse de l'École publique, laïque et de destruction de notre statut.

Remise du communiqué de l'UD FO 13 et de la motion du CNF au Recteur, au DASEN et à Madame la Conseillère du Président